MINISTÈRE DES FINANCES

EXPROPRIATION

Décret n° 89-94 du 7 janvier 1989 portant expropriation pour cause d'utilité publique d'une parcelle de terrain sise à Merkez Ben Halima route El Aïn km 6 Sfax, en vue de construire un collège secondaire dans cette localité.

Le Président de la République;

Vu la loi n° 76-85 du 11 août 1976 portant refonte de la législation relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique;

Vu l'avis des ministres des finances et de l'éducation nationale;

Décète :

Article premier. — Est expropriée pour cause d'utilité publique au profit de l'Etat pour être incorporée au domaine privé de l'Etat pour les besoins du ministère de l'éducation nationale, une parcelle de terrain sise à Merkez Ben Halima, route El Aïn km 6 Sfax, nécessaire à la construction d'un collège secondaire, entourée d'un liseré rouge sur le plan annexé au présent décret et désigné au tableau ci-après :

N° d'ordre	Situation	Nature de la parcelle	Superficie	Noms des propriétaires ou présumés tels
1	Merkez Ben Halima Sfax	Terrain nu	16.961 m2	Ali Ben Mahmoud Hamami; Boubaker Ben Mahmoud Hamami; Emna Bent Mahmoud Hamami; Regaya Bent Mahmoud Hamami; Fatma Bent Mahmoud Hamami; Néfissa Bent Mahmoud Hamami; Mohamed Ben Mohamed Ben Halima; Gamra Bent Mohamed Ben Salem Ben Halima; Ridha Ben Mohamed Ben Salem Ben Halima; Wassila Ben Mohamed Mezghenni

Art. 2. — Sont également expropriés tous les droits mobiliers et immobiliers qui grevent ou pourraient grever ladite parcelle.

Art. 3. — La présente expropriation est déclarée urgente.

Art. 4. — Les ministres des finances et de l'éducation nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République tunisienne*.

Tunis, le 7 janvier 1989.

p. le Président de la République
et par délégation
le Premier ministre
HEDI BACCOUCHE

Décète :

Article premier. — La taxe à la production ou la taxe sur la valeur ajoutée perçue à l'importation des produits figurant au tableau ci-après est suspendue.

N° du T.D.	Désignation des produits
EX 01-02	Animaux vivants de l'espèce bovine y compris les animaux du genre buffle A. — Vaches laitières B. — Reproducteurs de race pure C. — Genisses pleines et vaches
EX 01-04	Animaux vivants des espèces ovine et caprine : A. — Reproducteurs de race pure
EX 05-15	Produits d'origine animale, non dénommés, ni compris ailleurs : Animaux morts des chapitres 1 ou 3. impropres à la consommation humaine : A. — Semences pour l'insémination artificielle.

TAXE

Décret n° 89-95 du 7 janvier 1989 portant suspension de la taxe à la production et de la taxe sur la valeur ajoutée dues à l'importation de certaines espèces d'animaux reproducteurs et de semences congelées d'origine animale.

Le Président de la République;

Vu le code des douanes et notamment son article 8;

Vu le décret du 29 décembre 1955 portant institution d'une taxe à la production d'une taxe de consommation et d'une taxe sur les prestations de services et notamment son article 7 bis;

Vu la loi n° 73-45 du 23 juillet 1973 portant mise en vigueur d'un nouveau tarif des droits de douane à l'importation et à l'exportation ensemble des textes l'ayant modifié ou complété et notamment la loi n° 87-83 du 31 décembre 1987 portant loi de finances pour la gestion 1988;

Vu le code de la taxe sur la valeur ajoutée promulgué par la loi n° 88-61 du 2 juin 1988 et notamment son article 8;

Vu le décret n° 71-119 du 26 mars 1971 portant suspension des droits de douane et de la taxe à la production perçus à l'importation des bovins, ovins et des viandes bovines et ovines, ensemble des textes l'ayant prorogé et notamment le décret n° 88-365 du 14 mars 1988;

Vu l'avis des ministres des finances, de l'industrie et du commerce et de l'agriculture;

Vu l'avis du tribunal administratif;

Art. 2. — La suspension visée à l'article premier ci-dessus prend effet :

— à compter du 1er janvier 1988 au 30 juin 1988 pour la taxe à la production.

— à compter du 1er juillet 1988 au 31 décembre 1988 pour la taxe sur la valeur ajoutée.

Art. 3. — Les ministres des finances, de l'industrie et du commerce et de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le

concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République tunisienne*.

Tunis, le 7 janvier 1989.

ZINE EL ABIDINE BEN ALI

EXAMENS

Arrêté du ministre des finances du 7 janvier 1989 portant ouverture d'un examen d'accès au cycle de formation continue pour la promotion au grade d'inspecteur central des services financiers.

Le ministre des finances;

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983 portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif;

Vu le décret n° 85-263 du 15 février 1985 portant organisation des cycles de formation continue au profit des fonctionnaires et ouvriers de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif;

Vu le décret n° 85-264 du 15 février 1985 fixant le régime de congé pour formation continue tel que modifié par le décret n° 88-1163 du 23 juin 1988;

Vu le décret n° 86-269 du 26 février 1986 fixant le statut particulier aux personnels du corps du ministère des finances;

Vu l'arrêté du 3 février 1987 portant institution du cycle de formation continue pour la promotion au grade d'inspecteur central;

Arrête :

Article premier. — Est ouvert un examen d'accès au cycle de formation continue pour la promotion au grade d'inspecteur central des services financiers;

Les candidats définitivement admis à l'examen sus-visé poursuivront leur cycle de formation à l'école nationale d'administration de Tunis.

Art. 2. — Le nombre de places réservées à cette formation est fixé à (30).

Art. 3. — Cet examen aura lieu le 15 avril 1989 et jours suivants à l'école nationale d'administration à Tunis.

Art. 4. — La clôture de la liste d'inscription est fixée au 15 mars 1989.

Tunis, le 7 janvier 1989.

Le ministre des finances
NOURI ZORGATI

VU

Le Premier ministre
HEDI BACCOUCHE

Arrêté du ministre des finances du 7 janvier 1989 portant ouverture d'un examen d'accès au cycle de formation continue pour la promotion au grade d'inspecteur des services financiers.

Le ministre des finances;

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983 portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif;

Vu le décret n° 85-263 du 15 février 1985 portant organisation des cycles de formation continue au profit des fonctionnaires et ouvriers de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif;

Vu le décret n° 85-264 du 15 février 1985 fixant le régime de congé pour formation continue tel que modifié par le décret n° 88-1163 du 23 juin 1988;

Vu le décret n° 86-269 du 26 février 1986 fixant le statut particulier aux personnels du corps du ministère des finances;

Vu l'arrêté du 3 février 1987 portant institution du cycle de formation continue pour la promotion au grade d'inspecteur;

Arrête :

Article premier. — Est ouvert un examen d'accès au cycle de formation continue pour la promotion au grade d'inspecteur des services financiers;

Les candidats définitivement admis à l'examen sus-visé poursuivront leur cycle de formation à l'école nationale d'administration de Tunis.

Art. 2. — Le nombre de places réservées à cette formation est fixé à (30).

Art. 3. — Cet examen aura lieu le 15 avril 1989 et jours suivants à l'école nationale d'administration à Tunis.

Art. 4. — La clôture de la liste d'inscription est fixée au 15 mars 1989.

Tunis, le 7 janvier 1989.

Le ministre des finances
NOURI ZORGATI

VU

Le Premier ministre
HEDI BACCOUCHE

Arrêté du ministre des finances du 7 janvier 1989 portant ouverture d'un examen d'accès au cycle de formation continue pour la promotion au grade d'attaché d'inspection des services financiers.

Le ministre des finances;

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983 portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif;

Vu le décret n° 85-263 du 15 février 1985 portant organisation des cycles de formation continue au profit des fonctionnaires et ouvriers de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif;

Vu le décret n° 85-264 du 15 février 1985 fixant le régime de congé pour formation continue tel que modifié par le décret n° 88-1163 du 23 juin 1988;

Vu le décret n° 86-269 du 26 février 1986 fixant le statut particulier aux personnels du corps du ministère des finances;

Vu l'arrêté du 3 février 1987 portant création du cycle de formation d'attachés d'inspection des services financiers;

Arrête :

Article premier. — Un examen d'accès au cycle de formation continue pour la promotion au grade d'attaché d'inspection des services financiers est ouvert à Tunis;

Les candidats définitivement admis à l'examen sus-visé poursuivront leur cycle de formation à l'école nationale d'administration de Tunis.

Art. 2. — Le nombre de places réservées à cette formation est fixé à (30).

Art. 3. — Cet examen aura lieu le 15 avril 1989 et jours suivants à l'école nationale d'administration à Tunis.

Art. 4. — La clôture de la liste d'inscription est fixée au 15 mars 1989.

Tunis, le 7 janvier 1989.

Le ministre des finances
NOURI ZORGATI

VU

Le Premier ministre
HEDI BACCOUCHE